

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 06/06/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 23/05/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MONDELEZ International**

Route de Clisson - BP 38  
44690 La Haie-Fouassière

**Références :** N4-2025-615  
**Code AIOT :** 0006301415

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement MONDELEZ International implanté Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/12/2023. De plus, les suites données par l'exploitant à un signalement, en décembre 2024, pour atteinte au ruisseau en aval, ont fait l'objet de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONDELEZ International
- Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière
- Code AIOT : 0006301415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une biscuiterie industrielle produisant, sur plusieurs lignes de production, des biscuits sucrés et salés.

L'exploitation des installations de production de froid est confiée par l'exploitant à la société SPIE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Constat de la suppression des TAR	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1
2	Suites données à l'incident de décembre 2024	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 4.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les tours aéroréfrigérantes qui avaient présenté des contaminations aux légionelles en 2023 ont été démantelées.

L'exploitant a pris des mesures pour éviter que son réseau d'eaux pluviales ne soit contaminé ainsi qu'il l'avait été en décembre 2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Constat suppression des TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MONDELEZ International, exploitant des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, sise route de Clisson sur la commune de La Haie Foussière, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 26.I.2 et 26.II.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ainsi que des articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral n°2005 ICPE 181, en date du 4 juillet 2005. Pour ce faire, 3 solutions distinctes sont techniquement envisageables : <ul style="list-style-type: none"><li>- intervenir sur les installations existantes afin de les mettre en conformité ;</li><li>- remplacer les installations par d'autres installations relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (auquel cas un dossier de porter à connaissance sera à constituer) ;</li><li>- démanteler les installations relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (auquel cas un dossier de cessation partielle d'activité sera à constituer).</li></ul>
<b>Constats :</b> Il est constaté lors de l'inspection que les tours C1 et C2, qui étaient sur un toit, ont été déposées et ont été remplacées par des tours de refroidissement adiabatiques. Ces équipements anciens avaient subi, en septembre 2023, une contamination aux légionelles qui avait conduit à la prise, le 29/12/2023, d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. La tour T3 a également été déposée. Seule subsiste l'équipement T2. Cet équipement est également ancien et l'exploitant a pour projet de le déposer dans les prochaines années. Les documents constituant l'analyse méthodique des risques ont été mis à jour par l'exploitant en juillet 2024 afin de poursuivre l'exploitation de cette TAR. La consultation, dans l'outil GIDAF, des résultats en légionelles ne montre pas d'épisode de contamination en 2024 et 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées une mise à jour de sa situation administrative pour les rubriques ICPE 2921 (TAR) et 4735 (ammoniac).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Suites données à l'incident de décembre 2024

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.
<b>Constats :</b> En décembre 2024, le rejet d'eaux pluviales a occasionné une coloration du milieu de rejet. L'exploitant a identifié la cause : des eaux de process qui auraient dû être dirigées vers le réseau de collecte d'eaux usées ont été dirigées par erreur et ponctuellement (débordement d'une cuve) vers le réseau de collecte d'eaux pluviales. Depuis cet incident, l'exploitant a mis en place des actions : renforcement de l'affichage et de la procédure pour fermer ponctuellement le réseau de collecte d'eaux pluviales, acquisition de kits de dépollution et de dispositifs d'obturation (ballon) du réseau de collecte d'eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite